exploiter ces mines et construire les réseaux routiers nécessaires au transport de la production vers les marchés, nous n'aurons alors rien compris au bill à l'étude. Monsieur l'Orateur, comme la Chambre doit renvoyer ce bill au comité, nous devons être conscients de l'ampleur du problème et veiller à ce que le comité puisse vérifier sur place la nature de cette entreprise.

Je ne commenterai pas le point qu'a soulevé le député du Yukon. Il est en quelque sorte un spécialiste dans ce domaine, car il y est plongé quotidiennement et il ne serait pas député s'il ne représentait comme il convient l'industrie minière de ce territoire. Je ne me sens pas autorisé à juger de la justesse de ses critiques, mais je crois que le gouvernement, en étudiant ce bill, tout comme lors de l'examen du Livre blanc sur la fiscalité, doit vider la question, afin qu'on ne nous accuse pas, lorsque le bill nous reviendra à l'étape du rapport et de la troisième lecture, de ne pas en comprendre l'objet. Nous ne voulons pas être accusés de ne pas savoir apprécier ce territoire du Canada qui pourrait devenir l'un des plus riches coins du monde.

Nous ne devons rien négliger dans ce cas-ci, comme nous avons appris à le faire dans d'autres. La Chambre se doit de le faire par respect pour le territoire du Yukon et ses habitants.

● (3.00 p.m.)

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je tiens à signaler dès le début qu'il est regrettable, à mon avis, que la motion déposée aujourd'hui par l'honorable député de Brandon-Souris (M. Dinsdale) ait été jugée irrecevable pour des raisons procédurales. Pour parler de la motion qui nous est soumise, je dois remarquer que l'honorable député du Yukon (M. Nielsen) a mentionné dans ses remarques la question dont faisait l'objet l'amendement déposé par son collègue ce matin. Je partage le point de vue qu'il a exprimé à cet égard. Je crois même qu'il a souligné certaines des observations que j'avais prononcées hier au sujet de ce que je considère comme les droits des populations autochtones sur le patrimoine du Territoire du Yukon. Il ne s'agit toutefois pas de la question qui fait l'objet de la motion à l'étude.

M. Nielsen: C'était précisément la raison de l'amendement.

M. Barnett: Les députés savent bien que l'honorable député du Yukon exprime son point de vue d'une façon vigoureuse et imagée et nous ne saurions l'accuser de tourner longtemps autour du pot pour nous dire ce qu'il pense. Néanmoins, il me semble parfois déceler dans ses propos une dialectique qui est en usage dans sa profession lorsque l'on plaide devant les tribunaux.

M. Nielsen: N'aurais-je donc point fait pleurer l'honorable député?

M. Barnett: Je crois que personne à la Chambre n'exerce de fonction judiciaire à l'égard des interventions des députés. Cependant, j'ai remarqué certains illogismes

dans les raisonnements de l'honorable député. Dans une certaine mesure, je crois même que son argument au sujet des redevances minières manquait parfois de logique sous divers aspects. J'ai même fait hier quelques observations d'ordre général à ce sujet. J'ai bien indiqué que je ne partage pas toujours le point de vue de l'honorable député du Yukon quant aux méthodes d'exploitation des sociétés minières et aux limitations juridiques qu'on devrait y imposer.

La motion à l'étude propose que le bill ne soit pas lu maintenant pour la deuxième fois, mais que l'objet en soit renvoyé au comité permanent. Monsieur l'Orateur, cette motion contredit une déclaration précédente pour ce qui est de notre parti. Mon collègue, le député de Kootenay-Ouest (M. Harding), et moi-même avons déclaré que nous acceptions le renvoi de ce bill au comité après la deuxième lecture. Nous espérons que le comité en fera l'étude la plus approfondie, mais nous nous réservons le droit de nous déclarer par la suite en faveur de l'adoption du bill. Je répète que tout dépend, il va sans dire, des amendements proposés à l'étape du rapport ainsi que de toute motion qui pourrait être présentée à celle de la troisième lecture.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de lui poser une question? Pourrait-il dire si lui-même et ses collègues projettent d'appuyer l'amendement, vu qu'il ne s'agit que de renvoyer au comité le sujet du bill, par opposition au bill lui-même, ce qui permettrait au comité d'étudier la question que nous avons tenté d'aborder au moyen de notre amendement précédent, c'est-à-dire, les droits des indigènes?

M. Barnett: Monsieur l'Orateur, chacun de nous ici peut souvent donner aux amendements l'interprétation de son choix et leur trouver les qualités d'efficacité qu'il veut. J'en arrivais au point général auquel pense le député du Yukon, je crois. Cette motion a été proposée, a-t-il dit, pour permettre au comité d'étudier la motion antérieure sur les droits des autochtones. J'ai abordé cette question dans mes remarques d'hier et déclaré qu'il y aurait, à mon avis, quelque occasion de parler des droits des autochtones à l'étape du comité. Je pense à l'article 9 du bill qui fournit une telle occasion, je crois.

À la lumière de l'amendement proposé au début de la journée, je ne pense pas que nous aurons l'occasion d'étudier à fond la vaste position, comme on l'a recommandé ce matin. Néanmoins, je trouve qu'il serait possible d'étudier cette question au comité en vertu de cette partie du bill qui prévoit un tel examen. J'ai fait part hier de mon intention de songer à certains amendements appropriés que le comité pourrait étudier.

Au cours de l'exposé du député, le ministre a, je crois, fait allusion à des amendements auxquels il songe et qui seraient soumis pour étude au comité. Il est certain que nous sommes prêts à les examiner selon leurs mérites. J'espère aussi que le ministre et les députés de son parti